

<https://ricochets.cc/Assemblee-nationale-le-macronisme-pret-a-s-allier-aux-extremes-droites-pour-imposer-sa-politique-ultra-capitaliste-et-autoritaire.html>



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire

Date de mise en ligne : mercredi 29 juin 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Alors que Macron, élu par défaut président avec une large part de votes pour éviter Marine Le Pen, devrait faire profil bas il entend toujours ne rien changer à son "projet présidentiel". Sans parler des taux d'abstentions.

Pour la plupart des lois, LREM privé de majorité absolue trouvera du soutien du côté des droites et extrêmes-droites, et [ces 5 ans pourraient donc être encore plus néfastes que les précédents](#).

Rien de nouveau en réalité, LREM et ses membres s'étant déjà souvent engagés dans des propos, lois et actions qui auraient pu être le fait de l'extrême-droite.

-On a pu lire sur le journal Le Monde :

Emmanuel Macron renvoie aux oppositions la responsabilité de sortir de l'impasse politique

Avec seulement une majorité relative à l'Assemblée, le chef de l'Etat a appelé à la « responsabilité » de « toutes les forces politiques » pour « collectivement apprendre à gouverner et légiférer différemment ». Mais sans modifier son projet présidentiel.

Après la perte de la majorité présidentielle, le président de la République a appelé les groupes parlementaires à signer « un contrat de coalition » avec lui ou bien bâtir des « majorités texte par texte ».

Les oppositions regrettent qu'Emmanuel Macron veuille « changer de méthode sans changer une virgule de son projet »



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire Le bloc bourgeois préfère l'extrême droite à la gauche

LE MACRONISTE WOERTH VEUT DONNER LA COMMISSION DES FINANCES A L'EXTRÊME DROITE

► **Le parasite et les fascistes**

« Les Insoumis ont visiblement en tête de faire du contrôle fiscal. Ce que je n'ai pas entendu au Rassemblement National. »

Ce sont les mots d'Eric Woerth, ancien ministre Sarkozyste passé dans le clan Macroniste. Traduction : il vaut mieux donner cette commission stratégique aux fascistes plutôt qu'à un mouvement qui pourrait taxer les riches. **En**

principe, la « commission des finances » revient au premier parti d'opposition. Donc logiquement, à la NUPES. Mais comme il s'agit d'une coalition, une partie des Macronistes répète que le premier parti d'opposition serait le RN, et qu'il faut donc la donner à l'extrême droite. Mais qui est cet Eric Woerth qui préfère le fascisme à la justice fiscale ?

Eric Woerth fait ses études à Assas et à HEC, avant d'entamer une carrière professionnelle dans le domaine du conseil en entreprise. En clair, en pleine vague néolibérale des années 1980, il s'occupe d'optimisation fiscale. L'argent coule à flot dans le privé, et il faut aider les grands patrons à payer moins d'impôts. Son cabinet disparaît après le « scandale Enron ». Il s'agit d'une affaire de fraude et de manipulation financière découverte en 2001. L'entreprise pour laquelle travaille son cabinet.

En parallèle, Eric Woerth est « directeur financier » du RPR, le grand parti de droite de l'époque, et de la campagne de Jacques Chirac de 1995. Sous Chirac, il sera ministre, et se charge du "non-remplacement" d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. C'est la destruction à l'explosif des services publics, en réduisant massivement les effectifs.

Il est également trésorier de l'UMP. Il crée une « une structure dédiée à la collecte de l'argent auprès des plus grandes fortunes » pour la campagne de Sarkozy, dont il gère le financement. Opération réussie, puisque le candidat reçoit plus de 9 millions de « dons ». Leur provenance reste occulte. Eric Woerth reconnaîtra devant les juges d'instruction avoir distribué plusieurs dizaines de milliers d'euros d'argent liquide d'origine anonyme durant la campagne de 2007.

La même année, il déclare sur de nombreux plateaux de télévision qu'il y a trop de lits d'hôpitaux en France et se félicite : « Nous avons réduit le nombre d'hôpitaux en France, et c'est une bonne chose »

Toujours en 2007, Eric Woerth fait décorer le gestionnaire de la fortune de la milliardaire Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur, juste après l'élection de Sarkozy. Woerth est alors ministre du budget.

Trois ans plus tard, en 2010, Woerth est ministre du travail, il lance une énorme attaque contre le système de retraites. Des millions de personnes descendent dans la rue. Le projet passe. La même année, le ministre est soupçonné de prise illégale d'intérêts dans la vente de 57 hectares de la forêt de Compiègne.

En 2022, Eric Woerth rejoint Macron. Il est désormais mis en examen et est soupçonné d'avoir aidé au niveau fiscal Bernard Tapie. Le Groupe Bernard Tapie avait obtenu 408 millions d'euros d'argent public dans le cadre d'un litige sur autour de la vente d'Adidas. Alors qu'il était ministre du Budget, Éric Woerth avait permis au Groupe Bernard Tapie de payer seulement 43 millions d'euros de taxes.

Eric Woerth est l'incarnation parfaite du parasite. Mélange public/privé, « optimisation » fiscale, pillage d'argent public, destruction du système de santé, gros salaire et copinage avec les milliardaires. C'est l'incarnation de ce que la République française fait de pire. Et ce parasite est aujourd'hui prêt à donner aux fascistes toutes les clefs pour faire barrage à la gauche. Les parasites n'hésiteront pas une seconde à s'allier avec les fascistes pour maintenir leurs privilèges.



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire Union nationale pour l'autoritarisme et le capitalisme

4 VERS UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE AVEC L'EXTRÊME DROITE ? 4

« *Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise.* »
Bertolt Brecht

Crise de régime, président détesté, police militarisée, opposition réprimée, appels au putsch militaire. Nous y sommes. Il n'est désormais plus exclu que le fascisme revienne au pouvoir en France. À la faveur de l'absence de majorité parlementaire, Macron envisage un gouvernement d'union nationale. Il a reçu les représentants des partis cette semaine.

Le secrétaire national du PCF a confirmé mardi que Macron projette la constitution d'un « gouvernement d'union nationale ».

Mercredi soir, lors d'un discours, Macron appelait les autres partis à « dire en toute transparence jusqu'où ils ont prêts à aller ».

Le même jour, Marine Le Pen assurait que le président de la République « avait évoqué lors de leur entretien de mardi l'hypothèse de constituer un gouvernement d'union nationale » avec le RN. Les représentants du PS et de LR ont affirmé que ce sujet n'avait pas été évoqué lors de leur échange. Cela veut-il dire que Macron vise une alliance prioritaire avec les fascistes ? L'hypothèse n'est pas exclue d'un régime hybride Macro-Lepéniste qui s'est déjà largement dessiné ces 5 dernières années.

Pour faire barrage au partage des richesses, pour mater le peuple, pour se maintenir au pouvoir, le bloc bourgeois avance désormais à visage découvert. Voilà où ont menés 20 ans de « vote utile » et de bons sentiments. Quelques semaines après avoir obtenu un nouveau mandat par le chantage au « barrage », Macron veut faire monter le RN au gouvernement.

Il paraît que l'histoire ne se répète pas. Pourtant celle-ci ressemble furieusement aux années 1930. Mais avec des moyens de contrôle, de répression et de surveillance infiniment plus puissants. Et seulement peu de contre-pouvoirs effectifs, qu'ils soient médiatiques, politiques ou syndicaux.



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire Après l'hégémonie dans le système policier, l'extrême droite investit l'assemblée nationale

èœL'EXTRÊME DROITE EST AU POUVOIR

- **Darmanin se félicite d'avoir une "majorité absolue" avec l'extrême droite sur les sujets répressifs et racistes. Un élu RN fait le discours inaugural de l'Assemblée**

Le mardi 18 juin, le Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin s'exprime sur RTL. Il est serein. Il assène : « sur la sécurité ou sur l'immigration nous avons une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, pour donner d'avantage de moyens à nos policiers ». Le Ministre ajoute que Macron lui a demandé des « propositions très fortes » qui seront présentées prochainement. Notamment une loi « anti-casseurs » proposée par l'élu de droite extrême Retailleau visant à interdire de manifestation les personnes fichées.

RN à LREM sont d'accord sur une société ultra-sécuritaire où la police à tous les droits, une société raciste qui pénalise toujours plus les exilés et les minorités

C'est dit, c'est assumé. Le gouvernement Macron qui n'a pas la majorité à l'Assemblée gouvernera à l'extrême droite. Il y a en effet un arc politique qui va des néofascistes du RN à LREM qui est d'accord sur l'essentiel : une société ultra-sécuritaire où la police à tous les droits, une société raciste qui pénalise toujours plus les exilés et les minorités. Darmanon s'en vante. « Sur la sécurité et l'immigration, nous trouverons une majorité absolue à l'Assemblée nationale. »

Ce ministre de Macron trouvait déjà Marine Le Pen « trop molle » sur la question de l'Islam il y a deux ans lors d'un débat télévisé. Aujourd'hui, il se réjouit de faire alliance avec elle pour aller encore plus loin. Le clan Macron officialise son partenariat avec les fascistes.

Le même jour, la première séance du mandat a eu lieu à l'Assemblée Nationale. Et c'est un député d'extrême droite, José Gonzalez, qui fait le discours d'inauguration. Tout un symbole. Une vieille tradition veut que ce soit le « doyen » des députés qui s'en charge, et ce vieux routier du Front National depuis les années 1970 a presque 80 ans. En 2022, c'est donc un vieux militant fasciste et raciste qui ouvre la législature et qui est applaudi par une large part

de l'hémicycle. Dans son discours, il a même rendu hommage à l'Algérie française et au groupe armé fasciste OAS - Organisation Armée Secrète - qui a commis des attentats meurtriers durant la guerre d'Algérie.

Si ce discours a pu avoir lieu en toute normalité, c'est parce que les Macronistes et leurs chiens de garde médiatiques ont tout fait pour banaliser et faire élire le RN. Tout fait pour installer dans les esprits que la gauche est plus dangereuse que l'extrême droite. Et ils y sont arrivés dans une large partie de la population.

La nouvelle coalition macroniste s'appelle « Renaissance ». C'est bien la Renaissance de l'extrême droite, dont les idées sont désormais au pouvoir en France. Et ce n'est pas le spectacle pathétique qui aura lieu dans l'hémicycle qui suffira pas à l'enrayer.



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire Le « barrage » au fascisme est en fait une autoroute

PARLEMENT : LES MACRONISTES FONT ÉLIRE DEUX VICE-PRÉSIDENTS D'EXTRÊME DROITE

- ▶ Le "barrage" au fascisme est en fait une autoroute

Pour la première fois depuis la création du Front National il y a 50 ans, le RN aura des vice-présidents à l'Assemblée Nationale. Ce n'est jamais arrivé. L'extrême droite a gagné hier mercredi 29 juin un niveau de responsabilité et de banalisation inédite depuis la guerre. Et c'est grâce aux députés macronistes.

La présidente de l'Assemblée Nationale est une élue LREM : Yaël Braun-Pivert. Logique, puisque le mouvement de Macron est premier au Parlement. Mais le clan LREM s'est aussi organisé pour faire barrage à la gauche. Les deux candidats présentés par le RN ont obtenu 290 et 284 voix. Le RN n'a « que » 89 députés à l'Assemblée. L'extrême droite a donc obtenu près de 200 voix qui ne viennent pas de ses rangs. Ces voix viennent, au moins en partie, des macronistes.

Une députée d'extrême droite parle d'un « grand moment pour la démocratie ». Le RN obtient avec cette victoire un bonus financier, et les élus d'extrême-droite vont siéger au perchoir quand la présidente sera absente, ainsi qu'au Bureau de l'Assemblée. Des fascistes animeront les débats parlementaires. Pour rappel, la dernière fois que le FN avait eu beaucoup de députés à l'Assemblée, c'était en 1986. Et tout le monde trouvait normal d'empêcher les

héritiers du pétainisme d'accéder à de quelconques responsabilités. Le FN n'avait pas eu droit à un poste de vice-président.

En Allemagne, les élections se font à la proportionnelle. Le parti d'extrême droite AfD a 80 députés. Pourtant, les autres députés font systématiquement barrage à l'extrême droite. L'AfD a essayé 18 fois de faire élire un vice-président durant la précédente législature (2017-2021) sans succès. C'est la même chose avec l'actuel parlement allemand - le Bundestag. Tous les partis s'accordent pour bloquer une possible vice-présidence d'extrême droite.

Un autre accord entre LREM, LR et le RN a été passé pour écarter la gauche de la questure - un poste qui gère l'intendance et la logistique de la Chambre - et la donner au député de droite extrême Eric Ciotti. Ce poste est réservé à l'opposition, donc en principe à la NUPES. Mais aucun candidat RN ne s'est présenté, ce qui a permis à Ciotti d'obtenir le poste.

Il y a donc officiellement une coalition d'extrême droite qui gouverne en France, elle va de Macron à Le Pen. Cette coalition mettra tout en place pour préserver les intérêts des riches, durcir la répression et accentuer le racisme. Elle est déjà en place. Cette coalition distribue des postes clé à l'extrême droite. Il n'y a jamais eu de « barrage » à Le Pen : c'est une autoroute. En 2017 comme en 2022, Macron a toujours préféré le fascisme à un éventuel partage des richesses. Ce jeudi, c'est l'élection du poste de président de la commission des finances de l'Assemblée. Un député RN explique que le candidat NUPES « est anticapitaliste et va se servir de la commission des finances comme d'un gigantesque moyen de contrôle de la fiscalité de toutes et chacun, je pense qu'il faut éviter ce danger ». Le parti des fascistes et des banquiers fera-t-il encore alliance pour protéger les ultra-riches ?

Le système est parfaitement prêt à assumer sa mue vers un régime ouvertement dictatorial. Ce nouvel événement nous montre que le combat antifasciste ne viendra ni des urnes, ni des élus, ni d'un éventuel "barrage" républicain. Ne comptons que sur nos forces.



Assemblée nationale : le macronisme prêt à s'allier aux extrêmes droites pour imposer sa politique ultra-capitaliste et autoritaire

Et aussi

- Cet entretien déroule quelques idées simples et lucides : [« Le mot républicain est devenu l'arme privilégiée des maîtres » : entretien avec l'écrivain Joseph Andras](#) - A l'heure où Emmanuel Macron nous invite au « sursaut républicain » pour « assurer l'ordre », c'est-à-dire empêcher la gauche de lui contester sa majorité aux élections de dimanche prochain, la lecture de Pour vous combattre, le dernier récit de Joseph Andras, est salvatrice. Comme dans ses précédentes oeuvres, il tisse un fil qui, à partir d'un exemple historique concret, en l'occurrence le sort de Camille Desmoulins pendant la Révolution française, nous fait réfléchir sur notre époque et sur ce qu'est aujourd'hui la République : un instrument à la main de la bourgeoisie pour asseoir sa domination sur les plus faibles.